

Burundi : les Etats-Unis sanctionnent des hauts gradés militaires et rebelles

RFI, 03-06-2016 Ces nouvelles sanctions ont été prises ce jeudi 2 juin par l'OFAC, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers du département du trésor américain. Parmi les personnalités visées, deux officiels proches du gouvernement de Pierre Nkurunziza et un chef d'Etat-major d'une des rébellions armées du pays. Plusieurs responsables burundais sont déjà sous le coup de ce type de sanctions de la part des Etats-Unis.

Ces sanctions s'inscrivent, selon l'OFAC, dans le contexte d'une escalade de la violence au Burundi depuis 7 mois, dont les personnes visées sont en partie responsables. Parmi elles, Marius Ngendabanka, un soutien important de Pierre Nkurunziza. C'est lui qui avait empêché la prise de la RTNB, la Radio télévision nationale, lors de la tentative de coup d'Etat de mai 2015. Egalement sur la liste du département du trésor américain : Ignace Sibomana, le chef des renseignements militaires. Tous deux sont soupçonnés d'avoir participé à des opérations d'épuration dans les quartiers contestataires de Bujumbura. Deux officiels et un rebelle Dans l'autre camp, c'est Edouard Nshimirimana qui est visé. Il est le chef d'Etat-major de la nouvelle rébellion des Forebu. Un groupe principalement composé de déserteurs de l'armée et de la police qui seraient derrière les attaques de trois camps militaires en décembre 2015. Ces attaques et la répression qui avait suivi avaient fait près de 90 morts. Deux officiels et un rebelle dont les biens aux Etats-Unis sont désormais gelés. Les transactions commerciales avec eux sont également interdites pour les Américains. Selon John Smith, de l'OFAC, ces sanctions ont pour but de mettre fin à des comportements destructeurs pour le peuple burundais. Il évoque d'autres mesures à venir contre les personnes qui menacent la paix dans le pays.